



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Direction générale des politiques agricole,
Agroalimentaire et des territoires
Service de la production agricole**

Sous-direction des entreprises agricoles

Bureau des statuts et des structures
3, rue de Barbet de Jouy – 75732 PARIS 07 SP

Suivi par : **Béatrice CAILLON**
Tél : 01-49-55-57-50 – Fax : 01-49-55-46-73

NOTE DE SERVICE
DGPAAT/SDEA/N2011-3004
Date: 24 janvier 2011

Date de mise en application : immédiate

Nombre d'annexe : 1

Le Ministre de l'agriculture de l'alimentation, de la
pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire
à
Mesdames et Messieurs les Directeurs
départementaux des territoires

Mesdames et Messieurs les Directeurs
départementaux des territoires et de la mer

Objet : Recensement annuel des groupements agricoles d'exploitation en commun dont les dossiers ont été examinés en comité départemental d'agrément des GAEC pendant l'année 2010 et ont fait l'objet d'un accord ou d'un retrait d'agrément, d'une transformation en autre forme sociétaire ou d'une dissolution.

Bases juridiques : Articles L. 323-1 et suivants et R. 323-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Mots-clés : GAEC, comités d'agrément, recensement, exploitations sociétaires.

Destinataires	
<u>Pour exécution</u> :	<u>Pour information</u> :
<ul style="list-style-type: none">– Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux des territoires.– Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux des territoires et de la mer.	<ul style="list-style-type: none">– Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Le bureau des statuts et des structures (BSS), au sein de la sous-direction des exploitations agricoles du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, est chargé de préparer et de mettre en oeuvre les dispositions législatives et réglementaires permettant d'orienter l'évolution de la structure des exploitations agricoles viables, réparties sur l'ensemble du territoire. Il assure notamment le suivi des exploitations sociétaires et plus particulièrement les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).

Dans ce cadre, le BSS opère un recensement annuel des GAEC qui nécessite la communication de la part des Directions départementales des territoires et de la mer du nombre total des **nouveaux** dossiers GAEC traités chaque année par le comité départemental d'agrément (CDA) des GAEC. Les statistiques demandées concernent plus particulièrement **les caractéristiques des groupements qui ont fait l'objet d'une décision d'agrément** de la part du CDA pendant l'année 2010. Ne sont pas concernés les dossiers GAEC pour lesquels seules des modifications de fonctionnement interne sont enregistrées (par exemple départ ou entrée d'associés dans la société, nouvelle répartition du capital social,...).

A titre de nouveauté et pour tenir compte de l'évolution de la réglementation à venir concernant plus particulièrement les conditions d'exercice du travail en commun par les associés en GAEC, une rubrique supplémentaire est créée afin de connaître le **nombre de groupements pour lesquels une dérogation a été accordée par le CDA en 2010 au titre de l'article L. 323-12 du code rural et de la pêche maritime**. Vous préciserez dans la mesure du possible le motif justifiant cette dérogation (par exemple fonctionnement unipersonnel, activité extérieure temporaire d'un ou de plusieurs associés ou tout autre motif).

Ces statistiques sont importantes afin d'apprécier les mouvements de GAEC chaque année au niveau national et de connaître le nombre exact d'agréments de nouveaux GAEC par département ainsi que le volume de GAEC bénéficiant d'une dérogation. En outre, ces données sont exigées par le Secrétariat général de l'administration centrale du ministère.

Vous êtes invités à transmettre vos données pour l'année civile 2010, selon le modèle détaillé de tableau ci-dessous à compléter et à renvoyer par messagerie ou par courrier, **au plus tard le 15 mars 2011**, à :

Bureau des statuts et des structures
A l'attention de Béatrice Caillon
SDEA/DGPAAT/MAAPRAT
3, rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP

Recensement des GAEC – Année 2010 – Département X (nom à compléter)											
Nombre de GAEC examinés en 2010 (1)				Type de GAEC agréés en 2010 (4)			Superficies exploitées (en hectares) par les GAEC agréés en 2010		Nombre d'associés des GAEC agréés en 2010		
Agréés	Transformés en autre société	Disparus (2)	Bénéficiaire d'une dérogation art. L323-12 (3)	Conjoints seuls	Familial	Autres	Propriété	Fermage	2	3	4 et plus

(1) *Concerne uniquement les nouveaux dossiers examinés pendant l'année 2010 par le Comité départemental d'agrément (CDA). Ne pas tenir compte des années antérieures.*

(2) *Par GAEC disparus, il faut entendre les GAEC qui ont fait l'objet d'un retrait d'agrément prononcé par le CDA, suite à transformation du groupement en une autre forme sociétaire, à un fonctionnement non conforme aux textes en vigueur ou à la prononciation d'une liquidation.*

(3) *Préciser à la suite du tableau le motif de la dérogation accordée pour le nombre de GAEC concernés.*

(4) *Concerne uniquement les nouveaux GAEC agréés en 2010. Parmi ceux-ci sont à distinguer :*

1. *les GAEC constitués entre deux conjoints seuls (époux, concubins, pacsés) ;*
2. *les GAEC où les membres associés ont des liens de famille (père et/ou mère avec fils et/ou fille par exemple, frère/soeur/oncle/tante, cousins...);*
3. *les autres GAEC créés avec des tiers.*

Vous trouverez en annexe pour votre information un tableau récapitulatif, par département, des données que vous nous avez communiquées pour les nouveaux dossiers GAEC traités en 2009.

A titre de rappel, en application de l'article R. 323-18 du code rural, il vous appartient de transmettre régulièrement au BSS les compte-rendus détaillés des réunions des comités d'agrément des GAEC qui se tiennent tout au long de l'année dans votre département, afin que le ministère s'assure de la conformité du fonctionnement de ces groupements avec les dispositions législatives et réglementaires qui les régissent.

Le Sous-directeur des entreprises agricoles

Christophe BLANC

ANNEXE: Recensement des dossiers GAEC – Année 2009

DEPARTEMENTS	Nombre de G.A.E.C.			Type de G.A.E.C.			Superficies exploitées en ha		Nombre associés		
	Agréés	Transformés	Disparus	Père-fils	Familial	Autres	Propriété	Fermage	2	3	4 et +
67 - Bas-Rhin	3	1	0	1	1	1	87,00	237,00	2	1	0
68 - Haut-Rhin	0	7	8	0	0	0	0	0	0	0	0
01 - ALSACE	3	8	8	1	1	1	87,00	237,00	2	1	0
24 - Dordogne	10	22	6	4	4	2	436,62	694,96	6	4	0
33 - Gironde	1	0	12	0	1	0	5,51	0	1	0	0
40 - Landes	1	10	0	0	1	0	9,52	44,58	0	1	0
47 - Lot-et-Garonne	3	19	7	0	2	1	44,33	4398,65	2	1	0
64 - Pyrénées-Atlantiques	29	30	7	7	10	12	1409,00	197,00	21	7	1
02 - AQUITAINE	44	81	32	11	18	15	1 904,98	5 335,19	30	13	1
03 - Allier	23	46	27	15	5	3	979,68	3961,85	13	7	0
15 - Cantal	40	15	14	27	5	8	1512,00	3075,00	28	12	0
43 - Haute-Loire	29	11	9	9	16	4			18	11	0
63 - Puy-de-Dôme	24	13	24	15	5	4	614,00	1674,00	20	4	0
03 - AUVERGNE	116	85	74	66	31	19	3 105,68	8 710,85	79	34	0
14 - Calvados	16	9	7	3	11	2	0	.0	8	8	0
50 - Manche	17	41	14	5	8	4	485,00	1540,00	12	5	0
61 - Orne	16	29	14	2	8	6	472,45	2195,35	7	7	2
04 - BASSE-NORMANDIE	49	79	35	10	27	12	957,45	3.735	27	20	2
21 - Côte d'Or	1	23	2	1	0	0	12,28	234,16	1	0	0
58 - Nièvre	5	15	5	3	1	1	209,78	1429,01	3	2	0
71 - Saône-et-Loire	23	33	10	10	6	7	599,51	3952,37	18	5	0
89 - Yonne	1	10	10	0	0	1	0,29	3,28	1	0	0
05 - BOURGOGNE	30	81	27	14	7	9	821,86	5 618,82	23	7	0
22 - Côtes d'Armor	36	48	25	23	2	11	290,00	3660,00	13	21	2
29 - Finistère	32	36	17	16	3	13	906,00	1877,00	19	12	1
35 - Ille-et-Vilaine	43	44	26	6	15	22	1434,26	3858,88	22	16	5
56 - Morbihan	28	50	12	5	12	11	3248,00	0,00	14	12	2
06 - BRETAGNE	139	178	80	50	32	57	5.878	9.396	68	61	10
18 - Cher	2	12	2	1	0	1	110,00	502,00	0	2	0
28 - Eure-et-Loir	0	10	3	0	0	0	0	0	0	0	0
36 - Indre	3	28	6	0	3	0	259,5	466,08	1	2	0
37 - Indre-et-Loire	0	18	6	0	0	0	0,00	0,00	0	0	0
41 - Loir-et-Cher	1	10	1	1	0	0	0,00	177,00	1	0	0
45 - Loiret	5	11	9	4	0	1	180,93	377,38	4	1	0
07 - CENTRE	11	89	27	6	3	2	550,43	1 522,46	6	5	0
08 - Ardennes	3	15	3	0	2	1	78,15	506,32	2	1	0
10 - Aube	0	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0
51 - Marne	1	18	5	0	1	0	22	.248	0	0	1
52 - Haute-Marne	6	32	22	3	1	2	247,74	954,49	1	4	1
08 - CHAMP. ARDENNES	10	79	32	3	4	3	347,89	1708,81	3	5	2
2A - Corse du Sud	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
2B - Haute Corse	3	0	1	1	1	1	105	278,14	2	1	0
09 - CORSE	3	0	4	1	1	1	105,36	278,14	2	1	0
25 - Doubs	25	24	3	8	8	9	2676,00	383,00	15	10	0
39 - Jura	11	11	4	3	5	3	441,00	1318,00	6	4	1
70 - Haute-Saône	9	13	3	3	4	2	127,65	1268,33	6	3	0
90 - Territoire de Belfort	1	0	0	0	1	0	98,00	0,00	0	1	0
10 - FRANCHE-COMTE	46	48	10	14	18	14	3.343	2.969	27	18	1
27 - Eure	4	14	7	3	0	1	224,79	262,89	3	1	0
76 - Seine-Maritime	6	21	8	3	2	1	124,11	752,61	3	3	0
11 - HAUTE-NORMANDIE	10	35	15	6	2	2	348,90	1 015,50	6	4	0

DEPARTEMENTS	Nombre de G.A.E.C.			Type de G.A.E.C.			Superficiés exploitées en ha		Nombre associés		
	Agréés	Transformés	Disparus	Père-fils	Familial	Autres	Propriété	Fermage	2	3	4 et +
11 - Aude	4	7	16	2	1	1	88,44	920,06	3	0	1
30 - Gard	6	5	17	4	2	0			6	0	0
34 - Hérault	5	5	20	2	3	0	214,82	210,00	2	3	0
48 - Lozère	14	9	7	6	5	3	1227	1.773	9	5	0
66 – Pyrénées-Orientales	11	2	5	0	8	3	1,00	370,62	10	1	0
13 – LANG. ROUSSILLON	40	28	65	14	19	7	1.531	3.274	30	9	1
19 - Corrèze	20	6	6	7	7	6	489,84	2.108	13	7	0
23 - Creuse	42	19	12	28	10	4	1755,61	3866,05	34	8	0
87 - Haute-Vienne	11	23	3	1	8	2	579,00	1123,00	5	7	0
14 - LIMOUSIN	73	48	21	36	25	12	2.824	7.097	52	22	0
54 - Meurthe & Moselle	4	26	4	2	0	2	180,10	618,00	2	2	0
55 - Meuse	7	19	6	1	2	4	297,00	1287,00	3	3	1
57 - Moselle	2	13	2	0	2	0	104,82	652,00	1	1	0
88 - Vosges	10	9	2	3	3	4	217,60	1586,29	9	1	0
15 - LORRAINE	23	67	14	6	7	10	799,52	4143,29	15	7	1
09 - Ariège	3	3	5	1	2	0	251,86	134,49	2	1	0
12 - Aveyron	54	48	28	39	9	6	4980,83	691,17	40	12	2
31 - Haute-Garonne	2	14	8	0	2	0	17,13	150,90	2	0	0
32 - Gers	4	15	2	2	1	1	195,00	154,00	2	1	1
46 - Lot	18	22	9	14	2	2	812,00	541,00	14	4	0
65 - Hautes-Pyrénées	3	4	3	3	0	0	107,10	83,48	3	0	0
81 - Tarn	19	32	11	3	8	8	818,00	1093,00	12	5	2
82 - Tarn-et-Garonne	2	14	5	1	1	0	158,00	127,00	1	1	0
16 - MIDI-PYRENEES	105	152	71	63	25	17	7 340	2 975	76	24	5
59 - Nord	10	23	9	4	5	1	139,00	1 122,00	7	3	0
62 - Pas-de-Calais	9	34	21	5	0	4	121,80	908,21	7	2	0
17 - NORD-PAS DE CALAIS	19	57	30	9	5	5	260,80	2 030,21	14	5	0
44 - Loire-Atlantique	39	25	9	14	10	15	1145,43	4070,57	16	23	0
49 - Maine-et-Loire	20	41	21	10	3	7	565,12	1804,84	13	6	1
53 - Mayenne	42	60	33	2	27	13	1181,00	4081,00	12	25	5
72 - Sarthe	7	17	17	4	2	1	221,09	880,35	6	1	0
85 - Vendée	10	33	14	1	8	1	261,06	1215,65	3	7	0
18 - PAYS DE LOIRE	118	176	94	31	50	37	3 373,70	12 052,41	50	62	6
02 - Aisne	5	9	0	3	2	0	966,28	0,00	1	3	1
60 - Oise	1	7	1	1	0	0	11,00	72,00	1	0	0
80 - Somme	0	26	3	0	0	0	0,00	0,00	0	0	0
19 - PICARDIE	6	42	4	4	2	0	977,28	72,00	2	3	1
16 - Charente	1	16	1	1	0	0	31,58	134,68	1	0	0
17 - Charente-Maritime	1	21	7	1	0	0	27,9	106,9	1	0	0
79 - Deux-Sèvres	5	69	50	5	0	0	7,00	714,00	2	3	0
86 - Vienne	2	19	7	1	1	0	28,72	298,89	1	1	0
20 - POITOU-CHARENTES	9	125	65	8	1	0	95,20	1254,47	5	4	0
04 - Alpes-de-hte-Provence	9	3	4	6	3	0	215,00	1480,00	8	3	0
05 - Hautes-Alpes	17	5	0	14	1	2	313,19	980,70	14	3	0
06 - Alpes-Maritimes	0	1	3	0	0	0	0,00	0,00	0	0	0
13 - Bouches-du-Rhône	6	4	2	1	3	2	32,27	711,75	4	2	0
83 - Var	1	0	0	1	0	0	0,00	0,00	1	0	0
84 - Vaucluse	6	9	4	1	3	2	44,97	63,09	3	3	0
21 - PROV. - COTE D'AZUR	39	22	13	23	10	6	605,43	3.236	30	11	0
01 - Ain	7	65	28	2	5	0	113	1.211	3	4	0
07 - Ardèche	12	7	6	3	8	1	321,30	859,10	11	1	0
26 - Drôme	9	6	2	0	6	3	189,56	333,19	5	4	0
38 - Isère	12	7	4	3	8	1	116,24	612,96	7	5	0
42 - Loire	29	24	10	17	3	9	457,05	2190,64	24	5	0
69 - Rhône	14	11	17	3	10	1	117,54	707,61	9	4	1
73 - Savoie	4	29	8	1	2	1	96,00	281,00	2	2	0
74 - Haute-Savoie	8	92	16	1	6	1	0	.0	2	4	2
22 - RHONE ALPES	95	241	91	30	48	17	1 410,69	6 195,50	63	29	3
TOTAL GENERAL	978	1 642	780	403	332	243	36321	81148	607	340	31